

LETTRE D'INFORMATION I Décembre 2014

DANS CE NUMÉRO

- ACTUALITÉS DU FPD
- PERSPECTIVES
- ZOOM DU FPD:
 - L'agenda Post-2015
 - Urbanisation et Agenda pour le Développement Global
 - Un environnement propice
- ACTUALITÉS DU L'UE
- NOUVELLES DES MEMBRES

DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

- Aperçu de la réunion de Nairobi

Actualités du FPD: La deuxième réunion globale du FPD

Le deuxième Forum Politique sur le Développement (FPD) au niveau global, s'est tenu à Bruxelles les 1er et 2 octobre 2014 et a réuni plus de 140 représentants d'organisations de la société civile (OSC) et d'autorités locales (AL), des États membres de l'UE, du Parlement européen et de la Commission.



Dans son discours d'ouverture, le Directeur général de la DG DEVCO et président du FPD, Fernando Frutuoso de Melo, a souligné l'importance du FPD. «C'est notre forum. Ensemble, nous avons décidé des thèmes pour l'ordre du jour et avons également conçu différentes sessions», a déclaré le Directeur général en indiquant également "l'opportunité de la réunion, juste après les élections du Parlement européen, avec une nouvelle Commission européenne qui doit être nommée sous peu, et en cette année critique de débat sur l'agenda post-2015."

Différentes parties prenantes ont montré un engagement fort à soutenir cet espace multipartite, avec la députée du PE Linda McAvén annonçant la décision prise par la commission du développement du Parlement européen (DEVE) de nommer quatre membres pour collaborer spécifiquement avec le FPD au cours des prochaines années. Mme Mara Marinaki,

Directrice Générale pour les Questions Internationales et Multilatérales au Service Européen d'Action Extérieure (SEAE), a souligné le caractère évolutif de la coopération au développement en ces temps de mutations.



Les participants ont débattu de sujets clés du développement, y compris de questions d'actualité, telles que l'agenda du développement post-2015 ou l'urbanisation et les progrès vers un environnement propice pour les OSC et AL, de sorte qu'elles puissent jouer leur rôle en tant qu'agents de développement à part entière. La dernière séance a fourni des informations et mises à jour sur des sujets liés à l'UE, tels que la programmation conjointe, les instruments financiers, le cadre des résultats et l'état d'avancement des lignes budgétaires thématiques "Défis et Biens Publics Mondiaux" et "OSC/AL."

Pour plus de détails, veuillez-vous reporter au [rapport complet de la réunion](#).

Perspectives: Pourquoi le FPD est-il important?

L'opinion des membres du FPD



**Linda McAven, Membre du Parlement européen,
Présidente de la commission DEVE.**

"Le Forum politique pour le Développement (FPD) est un espace vital dans lequel les décideurs de l'UE, la société civile, les syndicats et les autorités locales peuvent coopérer pour assurer que la coopération au développement soit aussi efficace que possible. 2015 est une année importante pour la politique du développement. Un nouveau cadre mondial de développement remplaçant les Objectifs du Millénaire pour le Développement sera forgé au niveau de l'ONU, et l'UE jouera un rôle essentiel dans ce processus. L'Année européenne pour le Développement cherchera à impliquer les citoyens dans la politique de développement de l'UE, montrant ses réalisations, avantages et défis à venir. Le développement durable est un défi universel auquel tous les pays doivent prendre part et, par conséquent, il n'a jamais été plus important d'avoir à disposition un forum comme le FPD dans lequel les acteurs de différentes régions du monde sont présents et sont en mesure d'interagir avec les décideurs politiques. Je veillerai à assurer que le Parlement européen joue son rôle et participe aux discussions au sein du FPD, qui enrichiront notre approche de la politique de développement de l'UE en 2015 et au-delà."



**Mara Marinaki, Directrice générale pour les
Questions Internationales et Multilatérales,
Service Européen d'Action Extérieure (SEAE)**

"L'année 2015 est une année pleine de défis, les négociations du cadre post-2015 en est l'un des processus principaux et de grande envergure. Cet agenda façonnera de manière décisive la coopération au développement dans les années à venir, de sorte que tous nous continuions à œuvrer pour un véritable programme de transformation. Mais nous ne pouvons élaborer un cadre post-2015 durable que si nous travaillons ensemble, de manière globale et inclusive. Avec le FPD en tant que forum majeur pour le dialogue avec les Organisations de la Société Civile (OSC) et les Autorités Locales (AL), ayant déjà apporté une contribution utile aux discussions post-2015 en cours, et qui abordera à nouveau le sujet, nous avons en effet une plate-forme précieuse sur laquelle nous appuyer à l'avenir. L'UE n'a pas de plan pour des solutions idéales; nous voulons plutôt développer des solutions à travers le dialogue et la compréhension mutuelle. Par conséquent, nous avons besoin du FPD et de ses contributions, pour ce forum ainsi que pour d'autres processus internationaux."



**Fabio Cassese, Ministre Plénipotentiaire,
Directeur Général Adjoint, Direction Générale du
Développement et de la Coopération (Ministère
italien des Affaires étrangères).**

"J'ai été très heureux de représenter la présidence italienne de l'UE au Forum politique pour le développement de cette année. L'ordre du jour a abordé des questions fondamentales sur l'agenda du développement, et écouter les contributions de tant de parties prenantes d'Europe et d'ailleurs fut stimulant. J'ai notamment apprécié l'initiative du Forum d'organiser un événement particulier sur le secteur privé – L'Italie estime que l'entreprise privée peut jouer un rôle vital dans l'éradication de la pauvreté et la promotion du développement durable. La Coopération italienne reconnaît que le développement n'est pas seulement l'affaire des gouvernements et, en assumant la présidence, nous avons cherché à renforcer à la fois notre engagement et celui de l'UE avec d'autres acteurs, notamment la société civile. Le Forum politique est l'une des plateformes les plus importantes à travers laquelle nous pouvons construire ce dialogue - Je suis certain que son action nous permet de répondre plus efficacement aux défis du développement."

Zoom du FPD : Agenda global post-2015 pour le développement



Les discussions du FPD ont démarré par la première session portant sur l'Agenda Global post-2015 pour le Développement. Le Commissaire Piebalgs a prononcé le discours d'ouverture, après quoi un panel de membres du FPD a débattu des défis et opportunités pour la communauté des OSC et AL et de la manière dont celles-ci pourraient mieux influencer la suite du processus. La session a été présidée par Jorge Balbis, co-président du FPD au nom des OSC. Tanya Cox, Co-présidente de Beyond 2015, a souligné le besoin de respect, d'honnêteté et d'égalité dans un cadre post-2015. Ceci signifie notamment d'intégrer et, par la même,

de responsabiliser les individus, dans la mesure où ce sont les citoyens ordinaires qui devront mettre en œuvre le cadre post-2015 au niveau local, pour qu'il soit un succès. "Nous devons respecter les besoins des autres personnes et également des autres pays. La planète et les besoins des populations doivent être placés en tête".

Matt Simonds, de la Confédération syndicale internationale, a rappelé à l'audience que le chômage a atteint 6% dans le monde et continue de croître. Il a énoncé ce qui est nécessaire, dans le cadre post-2015, pour accomplir un travail décent dans un environnement sain. En plus de la protection sociale minimale, des institutions de travail solides et de l'accès aux biens et services publics essentiels (tels que le logement, l'eau et l'assainissement), il est indispensable de répondre aux normes de l'OIT en matière de droits des travailleurs et d'activer une stratégie globale pour l'emploi des jeunes.

Bernhard Bramlage, Gouverneur du district de Leer (Allemagne) et représentant de Platforma, a attiré l'attention sur des éléments essentiels, dont : l'appropriation du cadre et une bonne coordination; le renforcement institutionnel au niveau local et l'exécution du cadre par les gouvernements locaux et régionaux (par exemple la fourniture des services de base et les compétences dans des domaines essentiels). Il a noté que les autorités locales peuvent jouer un rôle critique dans l'assistance de leurs pairs.

Abdelkebir Berkia, Président du Conseil régional de Rabat-Salé, a rappelé au groupe que nous devons fixer un nouvel agenda de développement, mais également nous mettre d'accord sur la façon de faire face au changement climatique; la lutte contre la pauvreté est importante, mais non suffisante. Ce nouvel agenda doit être adapté aux réalités nationales et locales, car il n'existe ni modèle, ni parole unique. L'urbanisation est un défi fondamental et devrait être l'un des objectifs du développement durable, de même que la sécurité et les migrations. Ces problèmes sont interconnectés, en particulier en Afrique. Le nouvel agenda devra converger avec post-Rio et autres agenda pertinents.

Dans ce contexte post-2015, le rôle et les activités du Partenariat mondial pour l'efficacité du développement (GPDE) ont été discutés lors d'une séance animée par le Directeur de DEVCO B, Luis Riera, notamment par rapport au progrès post-Busan et en tant que lieu de rassemblement cohérent des différentes initiatives post-2015. Maria Teresa Nera-Lauron, Co-présidente du Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED), au nom des OSC, a rappelé au groupe l'importance de l'égalité de tous les acteurs dans le partenariat, afin d'assurer l'inclusion dans le cadre d'un partenariat mondial. Mme Aura Saldana, maire de Sábana de la Mar, en République dominicaine, et représentante de la FLACMA au nom des autorités locales, a évoqué le rôle important que les autorités locales et régionales jouent en reliant citoyens et gouvernements. Arjan Schuthof, conseiller stratégique pour la GPEDC (Partenariat global pour l'efficacité de la coopération au développement) du Ministère néerlandais des Affaires étrangères, a expliqué que **l'après-2015 n'est pas de la routine, mais un changement complet de paradigme**. Mme Luiza Bara, Efficacité et Financement de l'Aide et du Développement, de la DG DEVCO / A2, a insisté sur le sentiment d'urgence et le besoin d'agir plus rapidement, ainsi que sur la nécessité d'un cadre mondial de suivi renforcé.

La localisation de l'après-2015 a également été abordée, y compris une mise à jour sur les consultations co-dirigées par le PNUD, ONU-Habitat et le Groupe de travail mondial de Gouvernements Locaux et Régionaux (GTF). Les représentants des autorités locales ont souligné le rôle des gouvernements locaux, qui allient les décisions nationales avec les besoins de la communauté. Il est clairement apparu que l'agenda post-2015 devait rester une priorité dans les débats du FPD - tant durant la période précédant le sommet de 2015 que pendant la phase de mise en œuvre.

Zoom du PFD : Urbanisation et Agenda pour le Développement Global



Animée par Josep Roig, Secrétaire général des Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), la session sur l'urbanisation a débuté par un exposé de M. David Satterthwaite, Maître de Conférences, Etablissements humains, Institut International pour l'Environnement et le Développement. Selon les estimations actuelles, la population mondiale devrait passer d'environ 7 à 9.3 milliards d'habitants d'ici 2050, la majorité de cette croissance étant attendue dans les pays en développement, en particulier dans les zones urbaines. Deux milliards et demi de nouveaux citoyens devront avoir accès à la nourriture, à l'emploi, l'éducation, la santé, les nouvelles infrastructures - notamment l'eau potable, l'assainissement, le logement, le transport et l'électricité - la plupart d'entre eux en Afrique sub-saharienne et en Asie

du Sud. M. Satterthwaite a souligné que l'urbanisation est une opportunité et simultanément un défi. L'urbanisation, si bien gérée, dispose d'un pouvoir considérable de transformation positive. Les avantages des agglomérations de zones urbaines densément peuplées peuvent promouvoir de nouveaux modes de consommation et de production, stimuler la créativité et l'innovation, soutenir le développement économique et favoriser l'inclusion sociale.

M. André Kimbuta, Gouverneur de Kinshasa, a pris ensuite la parole en appelant à davantage de soutien pour les villes africaines: «Nous constatons des tendances dangereuses de recentralisation et un défi urbain majeur en Afrique,» a-t-il déclaré. «Pourtant, la plupart des gouvernements africains n'ont pas encore de politique urbaine adéquate.» D'autres intervenants, parmi lesquels M. Hans Janssen, maire de Oisterwijk (Pays-Bas), rapporteur pour le CdR et porte-parole de PLATFORMA, et Mme Emilie Maehara, du Ministère français des Affaires étrangères, Direction générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats, a souligné la force d'innovation des villes, faisant écho aux paroles de M. Satterthwaite. «Les villes ne sont pas seulement des tissus sociaux, mais aussi les moteurs de la croissance, de l'emploi et de l'innovation. Nous demandons instamment à l'UE de garder l'objectif 11 (sur l'urbanisation) comme ODD (Objectif de développement durable) et d'encourager davantage la gouvernance territoriale dans le programme mondial.»

Mme Susana Eróstequi, membre du FPD, Directrice exécutive d'Unitas (Unión Nacional de Instituciones para el Trabajo de Acción Social Bolivia), a mis l'accent sur la participation des citoyens à la conception de solutions urbaines pour lutter contre la pauvreté et a plaidé en faveur d'une pensée créative, dans la mesure où la pauvreté urbaine possède de nombreux visages et que l'inégalité ne concerne pas uniquement l'accès aux services. M. Paolo Ciccarelli, Chef d'Unité, Eau, Energie, Infrastructures, DG DEVCO / C5, a fait écho à cette idée: «Nous avons besoin d'une approche holistique pour soutenir des villes et établissements humains durables et inclusifs.» Il a confirmé que la CE se penchera sur trois domaines, afin d'être prête pour Habitat III, à savoir: la gouvernance, l'accès aux services de base et la résilience des villes.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont souligné que davantage de connaissances sont nécessaires sur le rôle des entreprises privées dans un contexte urbain et sur la manière dont de nouvelles formes d'engagement citoyen peuvent créer des cadres pour aborder et faire face aux produits urbains. La bonne pratique de la ville de Copenhague, où les coopératives sont dirigées par des acteurs de la société civile pour produire de l'énergie renouvelable, a été citée.

Zoom du FPD: Renforcer un environnement propice

La session consacrée à l'environnement propice a convenu que la responsabilité de la réalisation d'un cadre permettant aux OSC et AL de jouer leur rôle en tant qu'agents de développement à part entière devait être partagée entre les gouvernements, les donateurs et les OSC / AL elles-mêmes. Izabella Toth de CONCORD et Jean Pierre Elong Mbassi du CGLU Afrique ont animé une session incluant aussi bien un panel d'intervenants que des groupes de discussion par région. Bea Sanz, de l'équipe d'Assistance Technique, a présenté une vue d'ensemble des recommandations formulées en vue d'améliorer un environnement favorable lors des conclusions du Dialogue structuré. Thomas Hansen, de DEVCO

B2, a ensuite présenté un exemple pour illustrer comment la CE a donné suite à ses recommandations: les feuilles de route par pays pour améliorer l'engagement des citoyens dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques locales et nationales, sont actuellement en cours dans 128 pays.

Cornelius Hacking du Ministère néerlandais des Affaires étrangères a présenté la nouvelle politique néerlandaise pour son engagement vis-à-vis de la société civile, "Dialogue et Dissidence", et a expliqué les nouveaux partenariats stratégiques, en cours de développement aux Pays-Bas, avec les réseaux de la société civile. Bernadia Tjandradewi, CGLU Asie et Pacifique, s'est exprimée au nom des gouvernements locaux sur l'efficacité de la décentralisation par la connaissance que les gouvernements locaux ont de leurs communautés. Elle a également souligné la nécessité d'un environnement pacifique dans la construction d'un environnement propice.



Daniel Svoboda de Development Worldwide a parlé du rapport de POED sur les voies à suivre par les donateurs dans leur soutien en vue d'un environnement propice et la mise en œuvre des Principes d'Istanbul. Il a

souligné la diversité au sein de la communauté de la société civile et la nécessité de simplifier les messages si nous voulons inclure tout le monde. Sevdalina Rukanova, du Centre européen des Fondations, a présenté le Code de conduite pour les fondations internationales impliquées dans le développement et a souligné les thèmes de la transparence et de la redevabilités.

Après avoir entendus les exposés des différentes parties prenantes sur les progrès en cours et tenus des groupes de discussion régionaux, les participants ont convenu que ce sujet revêt un caractère si fondamental qu'il restera à l'ordre du jour lors des réunions ultérieures du PFD. Les participants ont souligné que le renforcement des liens entre les niveaux local, régional et mondial est indispensable à la consolidation des progrès. Les membres ont également convenu de la nécessité d'approfondir les connaissances et de suivre les progrès, à tous niveaux, par différents acteurs.

Actualités de l'UE

-  Le **Programme Annuel d'Action OSC-AL 2014** a été adopté le 28 octobre 2014.
-  La nouvelle Commission européenne, présidée par Jean-Claude Juncker, est en fonction depuis le 1er novembre 2014 et **Neven Mimica** remplace Andris Piebalgs en tant que nouveau Commissaire à la Coopération internationale et au développement. Des nouvelles concernant DG DEVCO peuvent être trouvées sur le nouveau site Internet d'EuropeAid: https://ec.europa.eu/europeaid/home_en.
-  Le **rapport** de l'événement du secteur privé parallèle au FPD, qui a eu lieu le 3 octobre 2014, est disponible. L'ordre du jour, la liste et les présentations des participants peuvent également être trouvés sur le site du CiSocH, de même que les autres documents relatifs au Forum Politique proprement dit.
-  L'Année européenne pour le Développement (AED) 2015 présente une occasion d'informer les citoyens sur la coopération au développement de l'UE, la cohérence des politiques et la dimension gagnant-gagnant de la politique de développement, en plus de favoriser un engagement direct et une pensée critique. Les États membres, les OSC, les autorités locales, les organisations internationales, le secteur privé, des organismes bénévoles et des universitaires, sont invités à s'approprier activement cette année et à la mettre en œuvre dans une perspective locale. En dehors de comptes Twitter et Facebook dédiés, un site web interactif spécifique à l'AED 2015 est lancé en décembre, où les partenaires peuvent afficher leurs événements AED2015, ainsi que des témoignages de terrain illustrant les défis du développement, les réussites et les leçons apprises. Plus d'infos sur: <http://capacity4dev.ec.europa.eu/eyd2015>



EVÈNEMENTS A VENIR:

- Le Forum politique pour le Développement, réunion globale, Bruxelles, 16-18 mars 2015.

BONNE ANNÉE À TOUS !!

Nouvelles des Membres

- La **Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge** (FICR) a initié les **Droits des Migrants en Action**. De nombreux migrants parviennent à s'établir avec succès dans leurs nouvelles communautés, mais d'autres font face à des abus et discriminations, ce qui représente une préoccupation majeure pour le FICR et ses membres nationaux. Cette action, financée par l'UE à hauteur de € 10,5 millions pour une durée de 42 mois, a été lancée au cours du second FPD mondial.

- La **CGLU** est un partenaire essentiel dans le **Pacte mondial des Maires** nouvellement annoncé, qui représente le plus grand effort mondial des villes pour lutter contre le changement climatique. Le Pacte permettra aux villes de s'engager publiquement dans de profondes réductions des émissions de GES; rendre publics les objectifs et plans existants et faire rapport annuellement sur les progrès réalisés.

- Le **Eastern Partnership Civil Society Forum (EaP CSF)** a publié sa **Lettre d'information de septembre**, avec des mises à jour sur ses activités, dont la prochaine 6e réunion annuelle du FSC PO en Géorgie en novembre, intitulé e "**Intégration & sécurité commune de l'UE: passons aux actes.**"

- La **CSI** a réalisé la vidéo **Qu'est-ce que le Réseau Syndical de Coopération au Développement (RSCD)**. Il a également finalisé le **Rapport d'activités (2008-2012) du Réseau Syndical de Coopération au Développement** sur le développement durable par le travail décent.

- **Cooperativas Americas et les Coopératives Europe**, en partenariat avec Coopermondo, FNCUMA et DGRV, ont organisé l'atelier «Coopération entre l'Amérique latine et l'Europe: contribution à un développement inclusif et durable» au sein du Sommet Coopératif des Amériques à Carthagène, en Colombie, le 5 Novembre. La réunion a porté sur le rôle des coopératives dans la promotion de l'inclusion sociale et le renforcement des partenariats de dialogue politique et inter-régionaux entre l'Amérique latine et l'Europe.

- **Concord** a publié le **AidWatch report** et le **Guide des instruments de financement EuropeAid 2014-2020**. La task-force européenne de Beyond 2015 a également publié **Messages clés** pour les prochaines conclusions du Conseil sur l'après-2015.

Les événements Concord à venir incluent: l'Impact de la crise européenne sur les relations UE-CELC, du 9 décembre, à Bruxelles, ainsi que le Dialogue UE / Arabe sur la Société Civile - Bilan pour une politique européenne de voisinage révisée, le 11 décembre, à Bruxelles (lonne.poissonnier@concorderuoape.org)

Où obtenir plus d'informations



Pour plus d'informations, veuillez contacter:

La Commission européenne, Direction générale du développement et de la coopération EuropeAid, Unité DEVCO B2 – SOCIÉTÉ CIVILE ET AUTORITÉS LOCALES

E-mail: europaaid-b2@ec.europa.eu

ou visiter: <http://capacity4dev.ec.europa.eu/policy-forum-development/dashboard>

https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Policy_forum_on_development